



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
et du Soutien Interministériels**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
la société MAXAM France de respecter les prescriptions applicables aux activités de dépôt
d'explosifs et d'unités de fabrication d'explosifs exploitées Forêt d'Autun
sur les communes de THÉNEZAY (79390) et LA FERRIÈRE-EN-PARTHENAY (79390)**

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de Préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 31 juillet 2025 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5524 du 18 décembre 2014 actualisant les prescriptions applicables à la SAS MAXAM ATLANTIQUE et actant la révision de l'étude de dangers pour l'exploitation d'un dépôt d'explosifs et d'unités de fabrication d'explosifs sis Forêt d'Autun sur les communes de Thénézay et de la Ferrière-en-Parthenay ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° A6410 du 10 octobre 2022 autorisant la société MAXAM France à reprendre les activités précédemment exploitées par la société Maxam Atlantique sur les communes de Thénézay et La Ferrière-en-Parthenay ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) intitulé « Projet de D.R.P.E » référence CB797711/ATEX/BC/24854574 V0, diffusé le 23 janvier 2025 et mis à jour le 3 mars 2026, transmis à l'inspecteur des installations classées par la société Maxam France par courriel du 10 mars 2026 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 3 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant en date du 8 avril 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 avril 2026 dans le cadre de la phase de contradictoire et son engagement à remplacer les équipements dans les zones ATEX avant le 31 décembre 2026 ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant par courriel du 7 mai 2026 dans le cadre des échanges ayant eu lieu à l'issue de la phase de contradictoire ;

Considérant l'article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Matériels utilisables en atmosphères explosibles.

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles. »

Considérant que lors de sa visite en date du 17 mars 2026, ainsi que dans le cadre de l'examen des documents en sa possession, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le DRPCE susvisé fait état de plusieurs observations relatives à l'adéquation des matériels électriques et non électriques de l'atelier de fabrication d'explosifs aux zones ATEX dans lesquelles ils sont installés. Les non conformités identifiées concernent notamment plusieurs équipements du circuit aluminium (vis sans fin, moteur, réducteurs, boîtes de jonction...) du mélangeur ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où ils augmentent le risque d'explosion du mélangeur de l'atelier de fabrication d'explosifs ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MAXAM France de respecter les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a indiqué, par courriel du 7 mai 2026, que le zonage ATEX identifié est exclusivement associé à la fabrication d'un explosif spécifique, limitée à environ trois jours par mois, et que cette disposition est de nature à réduire la probabilité d'occurrence d'explosion du mélangeur de l'atelier de fabrication d'explosifs ;

Considérant que l'exploitant a indiqué, par courriel du 7 mai 2026, que :

- des panneaux de signalisation « Zone Z2 – Passage interdit » sont installés, durant la fabrication d'explosifs, le long du chemin traversant la forêt dans sa longueur, à environ 300 m de part et d'autre de l'entrée du chemin en cul-de-sac desservant l'atelier de fabrication ;
- la fabrication d'explosifs est suspendue lors des jours de chasse ;

et que ces dispositions sont de nature à réduire les conséquences de l'explosion du mélangeur de l'atelier de fabrication d'explosifs ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

La société MAXAM France (SIRET 42 093 309 500 028) dont le siège social est situé Forêt d'Autun à Thénézay (79 390), exploitant une installation de dépôt d'explosifs et d'unités de fabrication d'explosifs sise Forêt d'Autun sur les communes de Thénézay (79390) et de La Ferrière-en-Parthenay (79390), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en remplaçant par du matériel adapté l'ensemble des matériels électriques et non électriques de l'atelier de fabrication d'explosifs dont l'adéquation aux zones ATEX dans lesquelles ils sont installés n'est pas justifié, au plus tard le 31 décembre 2026.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Parthenay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux mairies de Thénézay et La Ferrière-en-Parthenay ainsi qu'à la société MAXAM France.

Niort, le 13 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER